

La « direction des intellectuels communistes » dans la Résistance française

Missions-organisation-pratiques

Daniel Virieux

DANS **SOCIÉTÉS & REPRÉSENTATIONS** 2003/1 n° 15 , PAGES 133 À 153
ÉDITIONS **ÉDITIONS DE LA SORBONNE**

ISSN 1262-2966

DOI 10.3917/sr.015.0133

Date de mise en ligne : 01/04/2010

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-societes-et-representations-2003-1-page-133?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Éditions de la Sorbonne.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND 4.0)

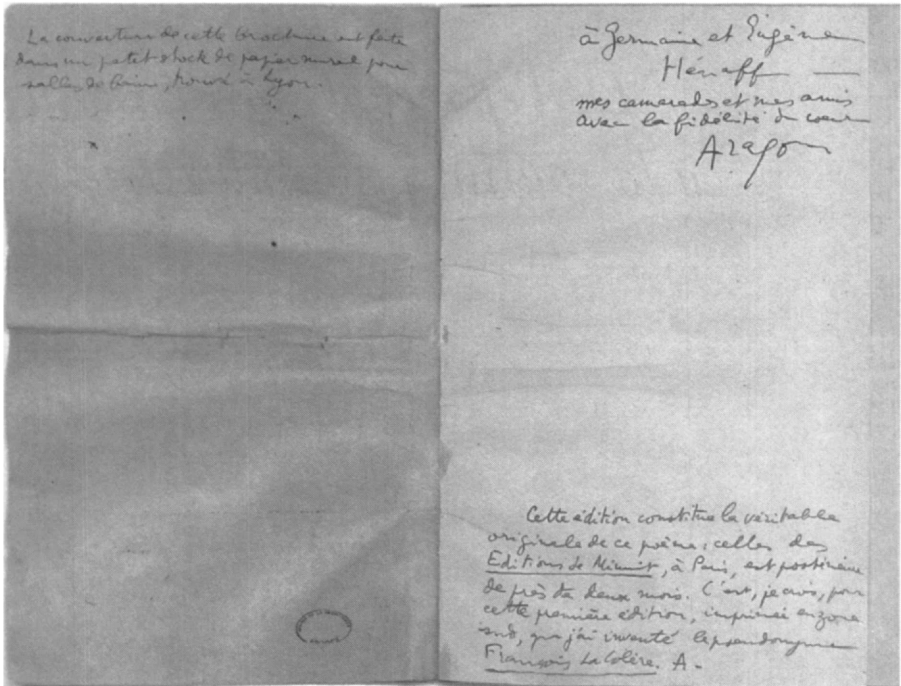


ÉTUDES

(2)

*De l'épopée de la Résistance
à la routinisation jdanovienne*

Le Musée Grévin,
 édition originale du poème de Louis Aragon
 (pseudonyme « François la colère »),
 publiée pour la première fois dans la
 clandestinité par La Bibliothèque Française.
 En 1949, Aragon offre à Germaine et
 Eugène Henaff cet exemplaire dédié, à
 annoté et corrigé de sa main.
 Les dédicataires en feront don au musée, à sa
 création.
 Sont reproduites ci-contre et ci-dessous, la
 couverture, la 2^e de couverture et la blanche.
 Vous trouverez également, p. 154, le dos de
 la page blanche et les pages 1, 12 et la 3^e de
 couverture.
 © Collection Musée national de la Résistance,
 Champigny-sur-Marne.
 Cote MRN 85 AJ1/41 19.



LA « DIRECTION DES INTELLECTUELS COMMUNISTES » DANS LA RÉSISTANCE FRANÇAISE

MISSIONS-ORGANISATION-PRATIQUES

Daniel Virieux

Pour le PCF, les années de guerre et de résistance ont été paradoxalement favorables à un pluralisme des pratiques d'organisation, voire de pensée, sans équivalent dans l'histoire de ce parti. Dans les milieux intellectuels, cette propension a donné lieu à un laboratoire d'expérimentations que le PCF a doté d'un statut exceptionnel en consacrant à la Libération une « direction des intellectuels communistes » inexistante avant la guerre. Toute la réorganisation des intellectuels communistes après 1945 ainsi que les débats politico-littéraires autour de l'adaptation du réalisme socialiste en France sont étroitement liés à cette expérience de l'Occupation¹. Ainsi, l'Union nationale des intellectuels, créée en 1945, est-elle la fédération des associations professionnelles clandestines fondées dans la clandestinité, qui rassemblent des communistes et des non communistes. Une telle structuration catégorielle des intellectuels selon leur spécialité n'existait pas, au sein du PCF, avant la guerre. Elle est le produit d'un ajustement aux contraintes imposées par l'Occupation et la clandestinité. Le présent article, s'appuyant sur des sources inédites, retrace les étapes et les enjeux de cette réorganisation des intellectuels communistes pendant la période de guerre.

1. Voir l'article de Gisèle Sapiro dans ce numéro, pp. 155-176.

Engager les intellectuels à servir la Résistance (été 1940-été 1942)

Les choix de L'Université Libre

De l'été 1940 au printemps 1941, est mise en place une organisation clandestine tandis qu'est élaborée une stratégie adaptée à la conjoncture. Côté appareil, la direction du PCF est assurée par un secrétariat parisien dont dépendent « services » (propagande, organisation, cadres...) et « secteurs » (jeunes, femmes, intellectuels...). Nationale, l'autorité de cette direction est relayée à Lyon par une « délégation du Comité Central » aux attributions restreintes. Quelle que soit la « zone » – zone nord occupée et zone non-occupée – le maillon fondamental d'organisation est la « région » – un ou deux départements – que l'on s'efforce, à partir de 1941, de doter d'une direction collective. Sous la direction du « polo », chargé de l'application de la ligne politique, le responsable « org » s'occupe de l'organisation territoriale et de la propagande. Il partage avec le responsable « masse », notamment chargé du travail syndical, l'animation des groupes intéressés au mouvement social et aux actions patriotiques civiles. Dans les deux zones, les directions régionales sont souvent aidées par des « instructeurs » chargés de superviser de vastes « interrégions ». Côté stratégie, dans cette période, le PCF conçoit l'espace résistant comme patriotique et révolutionnaire et la propagande centrale oscille d'abord entre l'un et l'autre termes. Libération « nationale et sociale »² énonce l'appel de juillet 1940 : d'août à octobre 1940, 1789 l'emporte donc sur 1793 pour désigner la perspective. Le mouvement s'inverse ensuite à l'hiver où les références à l'An II et à la Commune de Paris font retour pour décrire une libération « sociale et nationale ». Le PCF n'en use pas moins continûment des critères socioprofessionnels chers à la culture communiste. Naturellement un rôle essentiel est dévolu au peuple, en particulier à la classe ouvrière, principal dépositaire des espoirs de libération. D'où la priorité accordée à la création de comités « populaires » chargés d'entraîner le mouvement social à l'action immédiate contre l'occupant et ses appuis. Pour autant, aucune catégorie socioprofessionnelle n'est négligée, chacune étant vouée à tenir un front particulier. Celui que le PCF confie aux intellectuels est, dans ce premier temps, fondamentalement idéologique : participer à la construction d'une légitimité résistante.

L'impulsion centrale revient, on le sait, au philosophe Georges Politzer, membre suppléant du Comité central du PCF avant la guerre. C'est à lui de définir les missions spécifiques incombant aux intellectuels. À ses côtés, Danielle Casanova, déjà mandatée par le secrétariat du PCF pour les secteurs « jeunes » et « femmes », a en charge les aspects « org » : contacts avec les militants, liens avec l'appareil technique dont elle confie bientôt la construction à l'instituteur Pierre Maucherat. Georges Politzer commence par rédi-

2. « Peuple de France », appel dit « du 10 juillet 1940 », Musée de la Résistance Nationale (MRN).

ger « l'Avenir de l'Intelligence », une lettre boule-de-neige à « Monsieur le Professeur », diffusée courant octobre 1940 dans les milieux intellectuels parisiens. Un mois plus tard c'est la naissance de *L'Université Libre*. Bien que catégorielle dans son inscription, comme l'indique son titre, la visée patriotique et antifasciste qu'affiche la feuille clandestine est globalisante : elle s'adresse aux intellectuels de manière générale. Confirmant ces choix, en décembre 1940, Georges Politzer lance, au nom du PCF, un appel « Aux Intellectuels Français » à constituer des « comités de résistance » pour combattre « la grande offensive de l'obscurantisme contre la culture française ». Ce manifeste ne néglige pas les enseignants mais s'adresse surtout aux « penseurs », déclinés en « écrivains », « savants » et « artistes ». Le premier surgeon de *L'Université Libre* est donc, en février 1941, *La Pensée Libre*, revue engageant les intellectuels à « être les clercs de notre peuple et non les valets de ses oppresseurs »³.

Les pratiques d'organisation qui s'ébauchent alors sont marquées au sceau de la différenciation catégorielle : universitaires et enseignants du second degré (Jacques Solomon), médecins (Jean-Claude Bauer), écrivains et artistes (Jacques Decour et René Blech)... L'appareil territorial communiste s'étoffant, la presse et les tracts centraux spécialisés, et donc ceux destinés aux intellectuels, gagnent ça et là les « régions » du PCF. La Zone non occupée elle-même est touchée. Il est vrai que le secrétariat du PCF donne toute latitude à Georges Politzer et Danielle Casanova de dépêcher leurs propres agents de liaison : depuis la fin 1940, Georges Dudach sillonne cette Zone non occupée pour des contacts tous terrains. Début 1941, il consulte ainsi pour *La Pensée Libre*, Elsa Triolet et Aragon passés depuis peu à Nice. On sait que, jusque-là coupé de son parti, ce dernier a mis au point un plan de « contrebande » littéraire impliquant une activité semi-légale fort éloignée des directives nordistes – « aujourd'hui en France, littérature légale veut dire : littérature de trahison »⁴. Anne Simonin et Gisèle Sapiro⁵ ont montré combien cet écart ouvre alors un débat d'autant plus riche en prolongements qu'il résonne des divergences d'avant-guerre entre militants de l'Université Ouvrière et partisans de la Maison de la Culture. Mobiliser « l'intelligence française » au renfort de son peuple – ici la nation –, soit, mais doit-on définir cette alliance du seul point de vue de ce peuple ou engager une expression des intellectuels sur leurs propres bases ? Cette mobilisation doit-elle être sans frontières ou sacrifier aux clivages induits par des références telles que la Révolution française ou les Lumières ? Enfin, si la résistance intellectuelle doit s'enraciner dans chacune de ces catégories socioprofessionnelles, à laquelle d'entre elle en décerner le leadership ? Amorcés en coïncidence avec la publication, en mars 1941, d'un *Médecin Français* – et non d'une *Médecine Libre*, c'est-à-dire en mettant l'accent sur le caractère national plutôt qu'antifasciste du combat –, ces débats s'inscrivent également

3. « Notre Combat », *La Pensée Libre, revue française* [février 1941] (MRN).

4. *Ibid.*

5. Cf. Anne Simonin, *Les Éditions de Minuit, 1942-1955. Le devoir de l'insoumission*, Paris, IMEC, 1994, et Gisèle Sapiro, *La Guerre des écrivains, 1940-1953*, Paris, Fayard, 1999, pp. 474-480.

dans le temps des explorations dont résulte, fin mai 1941, le lancement de l'appel du PCF à former un « Front national »⁶ pour une libération définie comme strictement nationale.

Les Lettres Françaises : une alternative différée

Été 1941-été 1942 : dans un contexte radicalement modifié par l'attaque hitlérienne contre l'URSS, Georges Politzer et son équipe explorent les possibles qu'autorise la plateforme nationale publiée, début juillet 1941, par un « Comité d'organisation du Front National » où siègeraient, notamment, « d'éminents représentants de l'Université, de l'Art et de la Science »⁷. Naturellement, *L'Université Libre* et ses cadets n'échappent ni aux illusions pré-insurrectionnelles qui aveuglent la direction du PCF jusqu'au coup de feu de Pierre Georges, le 21 août 1941, ni au repli immédiat qui s'ensuit – l'abandon de la thématique de la vengeance armée⁸. Dès lors, tout comme les écrits centraux du Front national, la propagande adressée aux intellectuels renonce à toute signature d'organisation. C'est au cœur de ces accélérations que, fin juillet-courant août 1941, Georges Politzer et Danielle Casanova rencontrent Louis Aragon et Elsa Triolet, convoqués à Paris. La teneur de leurs entretiens est mal connue : portaient-ils sur les seuls projets relatifs aux écrivains ou aussi sur l'orientation générale à donner au secteur ? On sait du moins que Georges Politzer accepte alors deux mesures préconisées par Aragon : substituer (ajouter ?) à *La Pensée Libre* une revue idéologiquement plus ouverte et purement littéraire – *Les Lettres Françaises* – et intéresser Georges Duhamel et Jean Paulhan au lancement d'un comité des écrivains. En revanche, il est difficile d'établir si Aragon a peu ou prou influencé le numéro spécial de *L'Université Libre*, daté de septembre-octobre 1941, qui affirme que « partout, les intellectuels français forment le Front National »⁹, publiant à l'appui cinq plates-formes (universitaires, écrivains, médecins, peintres et musicien) d'une étonnante diversité et un « manifeste des intellectuels de Zone-non-occupée »¹⁰. Dépouillé de toute visée catégorielle, ce dernier texte met l'accent sur la double mission qui incomberait aux intellectuels : « défendre le trésor spirituel de leur pays » et mettre « à disposition de leur patrie toutes les ressources de l'Esprit Français ». L'intitulé même du manifeste signale un projet puisant à l'expérience de la Maison de la Culture plus qu'aux orientations modélisées par *L'Université Libre*. Cette différence de vues participe d'un particularisme géographique que la direction

6. « Pour la formation d'un Front National de l'Indépendance de la France », appel dit « du 15 mai 1941 » (MRN).

7. « Le Front national de lutte pour l'indépendance de la France est constitué », manifeste [juillet 1941] (MRN).

8. « Déclaration des intellectuels français », *L'Université Libre*, n° 28, daté d'août 1941 (MRN).

9. « Front national », *L'Université Libre*, numéro special imprimé, sept.-oct. 1941 (MRN).

10. Ce manifeste pourrait être l'un des fruits des « rencontres de Lourmarin » (19-22 sept. 1941). Cf. Gisele Sapiro, *La Guerre des écrivains*, op. cit., p. 478.

du PCF semble disposée à reconnaître: témoin le lancement, fin novembre 1941, d'un manifeste du Front national spécifique à la Zone non occupée. Toutefois, aucune mesure centrale ne prolonge la connexion amorcée par les entretiens de l'été 1941: pas de relais de la « direction des intellectuels communistes » auprès de la « délégation du Comité Central » du PCF à Lyon ni même de renforcement des liaisons interzones – la mission de Joë Nordmann auprès d'Aragon (février 1942) fait figure d'exception. *Les Lettres Françaises* font donc leurs premiers pas dans le sillage obligé de *L'Université Libre* et d'une *Pensée Libre* maintenue.

Il est vrai qu'en février-mars 1942 la chute de Georges Politzer, Danielle Casanova et nombre de leurs adjoints paralyse un temps les activités du secteur. Épargné, l'appareil technique assure la continuité jusqu'à ce que le nouveau « directeur » – Pierre Villon, récemment évadé –, ait réorganisé les liaisons. C'est chose faite en mai 1942 avec la promotion de Pierre Maucherat comme coordonnateur des comités. Enfin, à partir de juillet 1942, la nouvelle « direction des intellectuels communistes »¹¹ bénéficie de l'apport déterminant de Georges Cogniot¹². En région parisienne s'accroît alors une différenciation catégorielle dont l'appareil technique donne une image assez précise. Depuis la chute de Jacques Solomon, André Voguet anime le réseau de *L'Université Libre*, désormais implanté dans tous les degrés d'enseignement et secondé dans le primaire par *L'École Laïque*. Raymond Leibovici pilote à la fois la rédaction du *Médecin Français*, le comité de Front National des médecins constitué autour d'Hector Descomps et de Lucien Bonnafé et un service sanitaire Francs-Tireurs et Partisans (FTP) en contact étroit avec les comités populaires du personnel hospitalier. Claude Morgan a pris le relais de Jacques Decour auprès du comité des écrivains mais ne trouve qu'à l'été 1942 le contact autorisant l'édition des *Lettres Françaises*, différée depuis février 1942. La naissance du comité des plasticiens est annoncée par le premier numéro de *L'Art Français*, paru en juillet 1942¹³. Ce même mois, une lettre-directive témoigne d'un comité de quinze musiciens pour lequel paraît, depuis avril 1942, un *Musiciens d'Aujourd'hui* très « Jeune France »¹⁴. Depuis l'automne 1941, l'appareil technique recense aussi un « comité des techniciens du Front National » et son journal *L'Action* mais ne signale le comité de juristes de Joë Nordmann qu'en août 1942. À ce parti pris catégoriel s'ajoute une démarche au cas par cas: Pierre Villon planche sur un projet d'appel aux architectes mais envisage aussi un « syndicat clandestin de défense des jeunes, de défense de l'Architecture moderne »¹⁵.

11. Le premier document témoignant d'une telle signature est une directive interne en date de juin 1942.

12. Georges Cogniot s'évade du camp de détention allemand de Royallieu (Compiègne) dans la nuit du 21 au 22 juin 1942. Il se consacre à la production de matériaux analytiques tous terrains pour la direction du PCF.

13. Ancien collaborateur d'Aragon à la Maison de la Culture, René Blech n'est sans doute pas étranger au choix de ce titre, arrêté par André Fougeron, Édouard Goerg et Édouard Pignon.

14. Dans les années trente, « Jeune France » est le nom d'un groupe de jeunes musiciens non-conformistes, à la recherche d'une troisième voie culturelle et spirituelle.

15. Lettre signée « Vidal » [Pierre Villon], en date du 24 juill. 1942 (Villon. MRN).

Bien que tende à s'imposer la formule des comités « de Front national » d'universitaires, de médecins, d'écrivains..., la recherche d'un accord avec des alliés non communistes pour l'« action » peut aller jusqu'au sacrifice de la dénomination Front national. Se gardant de se définir comme une presse d'organisation, *L'Université Libre* et ses émules délivrent le point de vue communiste sur la guerre en cours, les tâches de la Résistance et le rôle des actions professionnelles dans cet ensemble. En revanche, les écrits des comités témoignent de l'hétérogénéité des plates-formes chargées d'articuler les champs résistants, professionnel et esthétique. Cette dualité et cette diversité sont d'autant plus lisibles au chapitre de l'action qu'il n'est pas de prise de position centrale du Front national sur la difficile implantation du « Mouvement des patriotes pour la libération du territoire » – les FTP (février 1942) –, porteur des conceptions communistes de la lutte, immédiate et armée. À partir du printemps 1942, cette dernière fait son entrée dans la presse, *L'Université Libre* en tête¹⁶. La propagande des comités est moins unanime. Seuls trois comités traitent ouvertement de leur contribution à l'action militaire : techniciens et médecins (sabotages et service sanitaire), instituteurs (encadrement FTP). Dans ces conditions, les « comités de Front national », sont le lieu d'échanges critiques parfois sévères. Dans ses numéros 66 et 67 (août 1942), *L'Université Libre* ouvre ainsi un débat sur les réserves d'un « courrier des lecteurs » estimant prématurée, inefficace et facteur de répression, la lutte armée directe contre la *Wehrmacht*.

Rien de tel en Zone non occupée où les milieux intellectuels sont alors prospectés par les seules « régions » du PCF, soucieuses de recruter pour les comités de Front national à base territoriale. Ceux-ci sont parfois doublés de groupements spécialisés : groupe lyonnais de *L'Instituteur Patriote*, comité niçois de *Penser et Agir*... Dans ces réseaux sont diffusées la propagande et la presse clandestine des deux zones mais aussi le premier texte du « Témoin des Martyrs » lequel s'abstient de toute référence à la Résistance organisée. La genèse de l'écriture par Aragon de cet hommage aux fusillés de Châteaubriant est assez bien connue : la mission confiée par Jacques Duclos à Joë Nordmann, les démarches infructueuses d'Aragon auprès d'André Gide et Roger Martin du Gard, le périple au terme duquel le texte est lu au micro de la BBC, le 22 mai 1942. En France même, les intellectuels de la Zone non occupée sont particulièrement actifs à diffuser ce document selon la méthode de la « boule-de-neige ». Cet élan révèle notamment le capital de sympathie accumulé en deux ans de « contrebande littéraire » par Louis Aragon et ses amis auprès des écrivains. Ce succès de la mobilisation intellectuelle indifférenciée qu'avait appelé de ses vœux le « manifeste des intellectuels de Zone-non-occupée » interroge les principes et les pratiques hérités de 1940-1941 – travail spécialisé mené à l'échelle des « régions » du PCF, antennes catégorielles tournées vers Paris et leadership de l'Université.

16. « Victoires sur le Front Français! » *L'Université Libre*, n° 53, date du 30 avril 1942 (MRN).

Organiser une « Résistance intellectuelle » (automne 1942-été 1943)

Groupements corporatifs et/ou « étoiles » territoriales?

À l'automne 1942, la direction du PCF décide de mettre l'accent sur l'autonomie d'organisation des groupements territoriaux et professionnels constitués sous l'égide du Front national, afin d'étoffer leurs effectifs. Ce choix qui vise à élargir durablement la base du recrutement FTP retentit indirectement sur les pratiques d'organisation des comités d'intellectuels. C'est d'abord à Paris que se signale le nouveau cap avec le surgissement à l'automne 1942 de deux sigles quelque peu concurrents : « Front national universitaire » (FNU) et « Comité national des écrivains »¹⁷. Percée fugitive : par la suite, les écrits clandestins en reviennent à l'appellation consacrée « comité de Front national de ». Ce repli résulte sans doute partiellement de la répression qui frappe à nouveau l'encadrement des comités d'intellectuels de la Zone nord¹⁸. Dans sa quasi-totalité, la presse des comités d'intellectuels interrompt ses publications de décembre 1942 à mars 1943. Le comité des techniciens et celui des architectes sont définitivement démantelés au printemps 1943 et le tout jeune comité des juristes est bien près de subir le même sort. Coordinés par André Voguet après l'arrestation de Pierre Maucherat, le 25 mars 1943, les autres comités confirment, malgré tout, la solidité de leur implantation. Tendance nouvelle, on préconise les fractions au sein des comités d'universitaires : « si possible, faire fonctionner les groupes de trois » pour élaborer les « propositions à faire par nos représentants aux comités de Front national »¹⁹. Une telle pratique pourrait favoriser l'intégration de nouveaux groupements, mais les interlocuteurs des militants communistes, souvent actifs dans des mouvements de résistance, sont rarement mandatés par leurs organisations dans les comités d'intellectuels. Chez les écrivains on reconnaît cependant aux Éditions de Minuit le statut de « groupe représenté dans le comité »²⁰. La même tendance à retenir des critères forgés à l'intersection du champ de la création et de celui de la résistance s'affirme dans les cercles parisiens des artistes de renom. Loin de ces préoccupations, le comité des instituteurs privilégié, dès janvier 1943, un axe syndical qui s'impose rapidement.

Les communications entre Paris et Lyon étant pratiquement interrompues dans la période, ces tâtonnements n'ont guère de prolongements en Zone sud. Inversement, les rapports de la Zone nord ignorent celle-ci, exception faite du réseau des diffuseurs du « Témoin des martyrs » qu'en décembre 1942, Pierre Villon et Georges Cogniot asso-

17. Cf. « Universitaires français », tract en date du 15 oct. 1942 et l'éditorial des *Lettres Françaises* de novembre 1942 (MRN).

18. L'appareil technique est paralysé par un coup de filet en novembre-décembre 1942, puis décapité par les arrestations consécutives à la chute du responsable national « cadres » du PCF, fin février 1943.

19. « Note pour les membres de l'Enseignement Supérieur et de l'Enseignement Secondaire », document non signé et non daté [décembre 1942] (MRN)

20. « Front National des intellectuels » (rapport reçu le 24/12) [1942], notes de Georges Cogniot (MRN).

cient encore au seul comité des écrivains : « comité parallèle en zone libre ayant publié un manifeste il y a un an et dont les membres ont eu une activité très courageuse »²¹. À ce moment pourtant, bouleversée par l'occupation survenue le 11 novembre 1942, la Zone sud est en passe de devenir le laboratoire de pratiques d'organisation audacieuses. Le secrétariat du PCF songe à mettre en place à Lyon une « délégation » de l'appareil central du secteur des intellectuels, tâche que l'on projette de confier à Aragon. Or, ce dernier a quitté Nice à la veille de l'entrée des troupes italiennes pour se réfugier finalement, le 31 décembre 1942, à Montchat, chez René Tavernier. Courant janvier 1943, las d'attendre la liaison demandée avec Paris, Aragon et Elsa Triolet recherchent et trouvent le contact avec Georges Marrane, le délégué du PCF en Zone sud. Il leur faudra néanmoins patienter jusqu'en mars 1943 pour établir la connexion avec la Zone nord, grâce à la mission de Claude Morgan. Entre-temps, Aragon s'est vu confier par Hubert Ruffe, le responsable « org » du PCF, la mission d'organiser en réseau les groupements d'intellectuels de la Zone sud. Aragon est bientôt rejoint par Georges Sadoul, futur « commis voyageur » des comités d'intellectuels. À partir de mars 1943 ils sont épaulés par Georges Ternet²², chargé de monter un appareil technique central. Ce « triangle de direction » reçoit ses directives de Paris mais doit aussi rendre compte à la délégation lyonnaise de la direction du PCF. Sont donc appelés à se croiser les agents de liaison accrédités par Hubert Ruffe ou Pierre Villon. Tout comme Georges Politzer, Aragon commence par un appel « Aux Intellectuels ! » dont Gisèle Sapiro situe l'écriture dans la deuxième quinzaine de février 1943²³, soit peu avant la visite de Claude Morgan. On y retrouve les thèmes du manifeste de l'automne 1941 – l'affirmation du rôle national des intellectuels, du devoir de résistance qui en découle pour eux et de la nécessité de leur expression collective autonome :

[...] que tous les intellectuels de France appuient *ensemble* l'action conjointe de tous ceux qui luttent contre l'envahisseur et les traîtres. Cela, non seulement en rejoignant les organisations de résistance, mais par les moyens qui leurs sont propres en éclairant l'action de ces organisations dans le domaine qui est celui de l'esprit [...]

Le manifeste appelle explicitement – c'est nouveau – au soutien de « ces Francs-Tireurs qui perpétuent, à l'instant du plus grand péril, les hautes vertus militaires de chez nous » mais s'abstient, comme précédemment « Le Témoin des martyrs », de toute autre

21. « Front National des intellectuels... » [12/1942], doc. cit.

22. Responsable de l'appareil technique du PCF en Zone non occupée, André Liebherr, dit Georges Ternet, a été arrêté le 13 mars 1941. Après son évasion (fin septembre 1942), il gagne Lyon, début janvier 1943.

23. Gisèle Sapiro, *La Guerre des écrivains*, op. cit., p. 518. Cet appel est sans doute le premier « numéro » des *Étoiles*. Cf. Georges Sadoul, « Depuis quatre ans *Les Étoiles* », *Les Étoiles – Hebdomadaire de la Pensée Française*, n° 81, 3 dec. 1946 (MRN).

référence à la Résistance organisée. Cependant, Aragon avance un critère d'organisation fondateur en invoquant « l'exemple du Comité National des Écrivains qui s'est constitué à Paris »²⁴, récusant ainsi à la fois le *leadership* attribué à l'Université et censurant la référence au Front national. Cet appel a probablement été diffusé à la fois par le canal de l'appareil technique central du PCF et selon les contacts établis par le « Témoin des martyrs ». On sait que c'est le succès de cette dernière filière qui conduit Louis Aragon et Georges Sadoul, en mars 1943, à baptiser « étoiles » les écrits clandestins et les groupes de diffuseurs – cinq complices comme les cinq branches d'une « étoile ». L'appareil territorial du PCF appuie. La « direction des intellectuels communistes » est bientôt informée des progrès réalisés : « [...] Petits groupes intellectuels dans quinze villes de la zone sud. Cinq bulletins dactylographiés déjà publiés. Préparation d'un manifeste imprimé [...] »²⁵. Conformément à l'esprit du « manifeste des intellectuels de Zone-non-occupée » de l'automne 1941 s'ébauche ainsi un réseau indifférencié s'organisant, contrairement à la Zone nord, sur une base plus territoriale que catégorielle. L'organisation des intellectuels oscille, dès lors, entre ces deux modèles.

Une « Union des intellectuels » bipolaire (CNE/FNU)

À l'aval de la mission de Claude Morgan, courant avril 1943, Aragon et Elsa Triolet se rendent à Paris. Cette mission est attestée par les témoignages, en particulier celui de Lucien Scheler. À l'ordre du jour : la refonte du « comité de Front national » des écrivains et son extension à la Zone sud²⁶. Était-ce le seul enjeu du séjour d'Aragon à Paris ? Comment traiter des écrivains sans évoquer la construction des « étoiles » amorcée en Zone sud ? Surtout, comment ignorer le tournant récent (mars 1943) qui a vu le Front national accepter sa réduction au rang d'organisation particulière destinée à remplacer le PCF comme mandataire des FTP : un « FN » que Pierre Villon est chargé d'animer²⁷. Avril 1943 fait ici écho à août 1941 dans la mesure où, en aval du voyage de Louis Aragon à Paris, se dessine un nouveau projet : constituer une « Union sacrée des Intellectuels de France »²⁸. Telle est la finalité d'un manifeste du FN nouveau-né qui, en écho à l'appel d'Aragon de février 1943, préconise à la mi-mai 1943 « la création et le

24. « Aux Intellectuels ! », tract non daté [fév. 1943] et non signé (Villon. MRN)

25. « Activité de Colin [Jean Cassou] et de ses amis (Communiqué le 16/6) » [1943], notes manuscrites codées de Georges Cogniot (MRN). Ces informations sont contemporaines du n° 5 des *Étoiles* (avril 1943).

26. Cf. Lucien Scheler, *La Grande Espérance des poètes*, Paris, Temps actuels, 1982, pp. 222-223. Se reporter également à Gisèle Sapiro, *La Guerre des écrivains*, op. cit., p. 507.

27. Sur le Front national/Front national, je renvoie à ma thèse de doctorat Daniel Virieux, *Le Front National de Lutte pour la Liberté et l'Indépendance de la France. Un mouvement de Résistance – Période clandestine (mai 1941-août 1944)*, thèse de Doctorat, Université Paris VIII, Atelier de Lille, 1996. Une version actualisée doit paraître aux Éditions de l'Atelier.

28. « Le Front National... aux Intellectuels de France », manifeste [mi-mai 1943], doc. cit.

groupement d'organisations d'intellectuels sous le signe de l'action pour la sauvegarde de la culture française, de la civilisation européenne, pour la libération de la France et de l'esprit français ». La nécessité de « comités patriotiques » catégoriels est explicitement inscrite dans la construction du FN. Probablement rédigé par Georges Cogniot, ce manifeste panache les problématiques : l'affirmation de l'unicité du mouvement des intellectuels et de son autonomie sonne très Zone sud, mais le principe d'une construction par branches et la référence au FN sont d'évidence d'esprit Zone nord. Ce compromis ouvre la voie à une harmonisation des pratiques des deux zones au sein du FN en attendant « l'union de tous les mouvements de résistance, en un seul et grand faisceau de forces nationales libératrices »²⁹.

D'emblée, pourtant, le mouvement des intellectuels trébuche sur cette référence au FN. Préparé par une première réunion lyonnaise en juin 1943, le manifeste fondateur du « Comité National des Écrivains » est publié ce même mois par *Les Étoiles* (n° 7) et imprimé à 2 500 exemplaires dont 500 pour la Zone nord³⁰. L'acte est de portée nationale, le propos rien moins que catégoriel : le Comité national des écrivains appelle « l'ensemble de l'élite intellectuelle du pays » à « décréter la mobilisation générale de l'esprit contre les Barbares ». Ce manifeste semble ouvrir le chantier de cette « Union sacrée des Intellectuels de France » que réclame le FN. Or ce dernier n'est pas cité et le front résistant n'est repéré que par la référence aux « groupements de Résistance », à ceux qui se battent « avec de Gaulle et Giraud » et par deux mentions précises – Groupes Francs et FTP. Il s'agit de fonder en résistance mais hors clivages d'organisations, un rassemblement dont le leadership reviendrait aux écrivains. La connexion parisienne d'avril 1943 semble donc avoir été comprise par Aragon comme un simple encouragement à poursuivre dans la voie ouverte par son appel « Aux intellectuels » de février 1943. Malentendu ? C'est ce qu'au prime abord suggère la double rafale d'appels catégoriels qui balaye la Zone sud courant juin 1943 en une même scansion d'ensemble :

- en début de mois, un premier manifeste usant du ressort défini par l'appel Zone sud de février 1943 – s'appuyer sur le comité Zone nord de référence, censuré de son étiquette Front national ;

- à la fin du même mois, un deuxième appel incluant, lui, la référence au Front national et les mots d'ordre du manifeste Zone nord de mai 1943³¹. Cette rectification est à rapporter à une réunion qui associe à Paris, le 19 juin 1943, les cadres FN des deux zones – Pierre Villon, Georges Marrane et Madeleine Braun. C'est par ces derniers que

29. « Front National de Lutte pour la libération et l'indépendance de la France », manifeste fondateur du Front national [avril 1943] (Villon. MRN).

30. « Le Comité National des Écrivains vous parle... », tract imprimé (MRN). Le tirage est précisé par un rapport de Georges Ternet sur « Le Mouvement des Intellectuels » en date du 1^{er} novembre 1943 (MRN).

31. Exemple type de ces doublons : « Aux Médecins de France » tract ronéotypé (MRN) et « Manifeste du Front National pour l'Indépendance de la France aux Médecins », en date du 26 juin 1943 (AN. F1A 3753).

le manifeste de la Zone nord gagne la Zone sud. Notons cependant qu'Aragon n'en retient que la référence au Front national et non au FN, choix que confirme bientôt Georges Ternet : « [...] Notre existence en marge du FN a permis un afflux d'adhésions d'écrivains, de professeurs, de médecins, etc. venant de tous les horizons politiques [...] »³². Le « triangle » Aragon-Sadoul-Ternet puise dans cette cohérence de quoi affronter les pressions, notamment celles du Service de santé de l'Armée Secrète (AS) des Mouvements Unis de la Résistance – Combat, Franc-Tireur et Libération. Attitude que salue Hubert Ruffe : « [...] Là nos amis et principalement Aragon, forts de l'expérience des écrivains, ont réagi fermement et d'une manière juste »³³. Pour autant, que les Mouvements Unis de la Résistance s'intéressent aux Comités nationaux d'intellectuels ne trouble guère Aragon et son équipe. Louis Martin-Chauffier préside donc un Comité national des journalistes où les Mouvements Unis de la Résistance sont officiellement représentés et lorsque Hubert Ruffe demande à Aragon de torpiller le projet de *Cahiers de Libération*, celui-ci fait la sourde oreille, ne se pliant tardivement qu'à l'avis du centre, c'est-à-dire Pierre Villon.

Aragon tente là, en vain, d'imposer une appréciation de terrain – selon lui tout séparatisme serait voué à se retourner contre ses auteurs –, à des inquiétudes centrales s'alimentant d'une conjoncture troublée par la réaffirmation d'un monopole des Mouvements Unis de la Résistance sur la Résistance en Zone sud. En soi, cette tension n'a rien d'original : à tout moment les militants communistes – en juillet 1943, 8 830 adhérents contrôlés ! – peuvent être tentés de négliger l'autorité lointaine du secrétariat parisien et le « contrôle » d'une délégation lyonnaise aux attributions réduites. Pour le secteur des intellectuels, l'écart s'aggrave de la dissymétrie des mandats de ses dirigeants :

- « directeur des intellectuels communistes », Pierre Villon est aussi le représentant du PCF au comité directeur du FN et le secrétaire de ce mouvement au nom duquel il siège au « Comité de Coordination des Mouvements » comme au CNR ;

- Aragon, lui, n'a aucun mandat FN : au comité directeur Zone sud du mouvement le siège du PCF est occupé par Georges Marrane et le secrétariat est assuré par Madeleine Braun. Ignorant à peu près tout des tribulations centrales dont le statut du FN est alors l'objet³⁴, Aragon est donc enclin à se confier au courant unitaire qui forge les « étoiles » en autant d'intersections FN – Mouvements Unis de la Résistance soucieux d'indépendance. L'objectif premier n'est-il pas de constituer une « Union des intellectuels patriotes », souligne *Pensée et Action* en août 1943³⁵ ? La méfiance n'est guère de mise non

32. « Le Mouvement des Intellectuels », rapport, doc. cit.

33. Lettre d'Hubert Ruffe, en date du 5 décembre 1943 accompagnant le rapport de Georges Ternet (MRN).

34. La participation du Front national à la direction de la Résistance étant suspendue à sa reconnaissance comme mouvement national, sa représentativité en Zone sud est controversée jusqu'à l'élection de Pierre Villon au bureau du CNR.

35. *Pensée et Action, Organe de l'Union des intellectuels patriotes*, n° 3, en date de juill.-août 1943 (MRN).

plus dans l'appareil central où l'imprimerie de René Amarger, contacté grâce à une chaîne qui va de Paul Éluard aux frères Matarasso pour aboutir aux Mouvements Unis de la Résistance du Cantal, joue bientôt un rôle déterminant. Cet appareil n'en diffuse pas moins, outre la littérature des comités nationaux, de La Bibliothèque Française (maison d'édition clandestine fondée par le PCF en Zone sud) et du « Témoin des martyrs », les matériaux de la Zone nord, propagande FN comprise. Aragon est donc bientôt informé de la progression en Zone nord du courant induit par le manifeste pour une « Union sacrée des intellectuels » qui porte les « comités de Front national » à muter en « FN des universitaires, juristes, médecins, musiciens... En juillet 1943, la contagion gagne *Les Lettres Françaises* qui arborent le sous-titre inédit de *revue du Front National des écrivains*. C'en est trop pour l'initiateur du Comité national des écrivains qui intervient sans tarder : *Les Lettres Françaises* se rétractent dès août 1943 et, le mois suivant, la fusion des comités parisien et lyonnais consacre, à la demande explicite d'Aragon, une appellation « Comité national des écrivains exempte de toute référence au FN »³⁶.

En dépit de cette bipolarisation CNE-FNU, la construction du mouvement des intellectuels souscrit au compromis central ébauché au printemps 1943. Ainsi, en Zone nord même, la référence au FN reste-t-elle clivée par les plates-formes catégorielles et n'entame pas le pluralisme des appartenances des membres des comités. Sous cet angle, les groupements d'intellectuels de la Zone nord ressemblent beaucoup aux comités nationaux qui s'ébauchent en Zone sud. Les uns comme les autres se présentent finalement comme autant de contributions à la construction d'un ensemble résistant original allant bien au-delà du FN. Ce chantier n'en demeure pas moins imperméable à la terminologie en vogue à l'été 1943 pour définir les missions de ce FN : « préparer le grand mouvement unique de la Résistance qui, sous le drapeau de la France Combattante, libérera la patrie et garantira sa renaissance »³⁷. Cette discrétion me semble surtout marquer la volonté de la direction du PCF de ne pas statuer sur les modes d'inscription des intellectuels dans ce futur mouvement unique. Dans l'immédiat, un tel positionnement autorise le déploiement des constructions aragoniennes. Ainsi, Pierre Villon ne peut-il qu'entendre la détermination d'Aragon à ancrer le Comité national des écrivains en marge du FN, au moment où lui-même charge Pierre Le Brun d'organiser d'informels « comités d'industriels patriotes » et mandate Raymond Leibovici pour former avec les médecins OCM un « comité directeur de la Résistance médicale »³⁸. À terme, cependant, qu'il soit d'inspiration FNU ou Comité national des écrivains, le projet d'une « Union sacrée des intellectuels » risque fort d'être sacrifié sur l'autel du mouvement unique. Le PCF est en effet le seul à avoir pensé et promu une résistance civile qui mobiliserait chaque profes-

36. Gisele Sapin, *La Guerre des écrivains, op. cit.*, p. 519.

37. Résolution du CD du Front national sur les comités de la France Combattante, en date du 22 mai 1943 (Villon. MRN).

38. Cf. « Comité Directeur de la Résistance Médicale, Procès-verbal. 1^{re} séance », document en date du 29 septembre 1943 (Leibovici. MRN).

sion ou catégorie sociale, et en particulier les intellectuels, selon ses moyens propres. Dans la Résistance d'initiative non communiste, la participation des intellectuels ne se fait pas ès qualités. La direction du PCF – et donc Pierre Villon – n'ignore pas qu'au rayon des formations socioprofessionnelles les partenaires du FN privilégient une troisième voie strictement instrumentale : celle de services sans identité ni autonomie autres que fonctionnelles.

Le mouvement des intellectuels à l'heure du FN (automne 1943-été 1944)

Le repli sur l'organisation par zone et par branches (octobre 1943-février 1944)

Les comités d'intellectuels des deux zones sont bientôt pris dans le tournant qui, en octobre 1943, voit le FN abandonner tout projet de fusion des mouvements de résistance et développer sa propre personnalité, pli que signale le lancement d'un organe de presse central, *Front National*. Aux mandats du PCF relatifs à la coordination civile au sein du CNR et de ses « comités de la Libération » (CDL), le FN ajoute bientôt ceux des FTP pour une coordination militaire des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI). À Noël 1943, le FN dispose ainsi de la presque totalité des prérogatives qui étaient auparavant celles du PCF dans le Front National de 1941-1942 et dans sa version France Combattante de l'été 1943. Dans cette nouvelle configuration, *quid* du devenir des formations résistantes socioprofessionnelles et donc des comités d'intellectuels ? Opter pour l'autonomie de sections du FN, habilitées à représenter ce dernier dans les services centraux de la Résistance ? Revendiquer pour le mouvement des intellectuels le statut concédé au syndicalisme : indépendance à l'égard des partis et des mouvements de résistance et représentation ès qualités au sein du CNR ?

Courant octobre 1943, les comités d'intellectuels connaissent d'abord la ventilation qui affecte tous les prototypes d'organisation impulsés par le FN : versement des formations cartellisées au CNR ou à ses CDL, intégration au FN des comités indifférenciés. D'un côté, Pierre Le Brun présente la candidature de l'Union des Cadres Industriels de la France Combattante à l'habilitation directe dont le CNR vient d'investir le Comité Médical de la Résistance. De l'autre, les groupements de « l'Union sacrée des intellectuels » sont inscrits dans les nouvelles logiques d'appareil du FN, y compris budgétaires³⁹. Les comités d'intellectuels sont donc appelés à (ré) affirmer leur appartenance au mouvement, directive qui n'est pas sans susciter une bourrasque en Zone sud. Premier télescopage : au moment où, à Paris, la parution du numéro d'octobre 1943 des *Lettres Françaises, Revue des Écrivains Français groupés au Comité National des Écrivains*, marque la défaite des tenants d'un « FN des écrivains », se dessine une majorité favorable au FN au Comité national des écrivains (Zone sud). Au-delà, Aragon « [a] du mal à obtenir l'ad-

39. Il est prévu de consacrer 2 400 000,00 F (sur un montant total de 43 450 000,00 F) aux comités d'intellectuels. Cf. « Budget Front National (Zone Nord) – Octobre 1943 », bordereau (Villon. MRN).

hésion de certaines personnes au FN surtout dans le Comité des Journalistes »⁴⁰ mais Hubert Ruffe lui enjoint de maintenir le cap. Il faudrait, écrit-il, « se tenir sur le précédent du CN des écrivains », avec « comme position de repli, le cas échéant, l'adhésion du mouvement des intellectuels dans son ensemble au Comité national de la Résistance »⁴¹. Pierre Villon, lui, se laisse convaincre par Aragon que l'adhésion au FN « serait facilitée par une affiliation simultanée aux »⁴². Fort de cet accord, fin octobre 1943, Aragon passe outre l'avis d'Hubert Ruffe, défendant ainsi une ligne politique pour le moins originale :

Notre adhésion aux Mouvements Unis de la Résistance doit nous permettre de grouper tous les intellectuels dans une *organisation unique*. C'est le moment de mettre en avant la constitution de l'UFI [Union Française des intellectuels] comme organisation unique des intellectuels de la résistance⁴³.

Côté travaux pratiques, les résultats ne tardent guère, d'où le choc pour Hubert Ruffe quand, fin novembre 1943, il apprend « de la bouche d'Aragon que, sur la directive de Vidal [Pierre Villon], les Comités Nationaux des différentes branches d'activité du mouvement intellectuel adoptaient le principe de la double adhésion au FN et au MRU [=MUR] »⁴⁴. Saisi, le secrétariat du PCF réprimande Pierre Villon. Celui-ci rappelle à Aragon « qu'il n'a pas le droit de passer par-dessus la tête de la délégation » et Jacques Duclos fait savoir à Hubert Ruffe que « dans une lettre qu'il vient d'envoyer à Vidal [Pierre Villon], l'ami Aragon dit qu'il "limitera les dégâts" »⁴⁵. En fait, rejetant toute allégeance au FN ou aux Mouvements Unis de la Résistance, les comités nationaux de la Zone sud se replient en bon ordre sur les positions campées par le Comité national des écrivains, début juin 1943 : « pas d'adhésion formelle à un mouvement quelconque de la Résistance »⁴⁶. Dispositif supplémentaire : un « Comité des Intellectuels (zone Sud) » expédie aux « étoiles » locales deux « notes »⁴⁷ s'abstenant de toute référence à la Résistance organisée. Ainsi, au moment où les comités d'intellectuels de la Zone nord se prévalent résolument du FN, le mouvement des intellectuels de la Zone sud affirme son indépendance. Cette dualité de cap est consacrée par le FN lui-même : début janvier

40. Lettre du secrétariat du PCF à sa délégation en Zone sud, en date du 31 décembre 1943 (Duclos. MHV).

41. Lettre d'Hubert Ruffe [5 déc. 1943], doc. cit.

42. Lettre du secrétariat du PCF à sa délégation en Zone sud [31 déc. 1943], doc. cit.

43. « Le Mouvement des Intellectuels » [1^{er} nov. 1943], doc. cit.

44. Lettre d'Hubert Ruffe [5 déc. 1943], doc. cit.

45. Lettre du secrétariat du PCF à sa délégation en Zone sud [31 déc. 1943], doc. cit.

46. C'est le choix des CN de médecins et de juristes. Cf. « Rapport sur le travail chez les intellectuels de Zone sud avril 1944 », notes de Georges Cogniot (MRN).

47. « Note n 1 – Éditez tracts, journaux, bulletins régionaux » et « Note n 2 – Quelques conseils à nos amis », circulaires [décembre 1943] signées « La Direction du Comité des Intellectuels (zone Sud) » (MRN).

1944, les directives Zone nord mentionnent les comités d'intellectuels comme autant de « formes particulières d'organisation »⁴⁸ alors que, début février 1944, *Le Patriote*, organe du FN en Zone sud, range les comités nationaux d'intellectuels au rayon des organismes d'union relevant du CNR⁴⁹. Ce statut est en correspondance avec le monopole de fait dont jouissent alors les comités nationaux d'Aragon. En Zone nord, par contre, l'affirmation de frontières pour circonscrire le FN comme mouvement a nécessité parfois des accords complémentaires, comme dans le cas du « Comité National Judiciaire », une entente entre le FN et l'OCM (Organisation civile et militaire) ayant été conclue fin novembre 1943, par Joë Nordmann, familier des poètes de la Zone sud.

Induit par l'hétérogénéité des positions finalement prises à l'égard du FN, ce repli sur les pratiques spécifiques à chaque zone, assortit le report du lancement de « l'Union française des intellectuels », décision parisienne qui est parvenue à Georges Ternet à la mi-novembre 1943: « Il est préférable, dit-il [Aragon] avec raison, d'obtenir la représentation au sein du Comité Central de la Résistance de chacune de nos branches, que de l'UFI en totalité [...] »⁵⁰. Conséquence de ce double repli du mouvement des intellectuels: ni Pierre Villon ni Aragon ne poussent plus avant les expériences interzones de la fin de l'été 1943. Tous les comités, par contre, poursuivent leur mutation en mouvements catégoriels dans un chantier qui reste bipolarisé par le FNU et le Comité national des écrivains. Ce dernier s'est doté de larges « comités directeurs » associant une vingtaine d'écrivains dans chaque zone⁵¹. Les mêmes pratiques ont cours dans les autres comités nationaux. De son côté, le FNU s'en tient au principe éprouvé de la pyramide étroite de triangles cloisonnés à interfaces multiples, confiée à René Zazzo. D'ailleurs, quand *L'Université Libre* se résout, en décembre 1943, à adopter le statut de presse d'organisation, elle reprend l'intitulé, fugitivement arboré à l'été 1941, d'*organe des comités universitaires du FN*⁵². Le FN des musiciens garde aussi son profil de réseau parisien indifférencié. Même flou chez les plasticiens où, fin 1943, André Fougeron est en quête d'un président (Maurice Denis). Pointe parfois l'influence du CNE: en décembre 1943, *L'Écran Français* et *La Scène Française* font campagne pour la constitution d'un Comité national du Cinéma et d'un Comité national du Théâtre. Mais, c'est dans les professions libérales que s'affirme le plus le critère corporatif. Courant octobre 1943, Joë Nordmann s'efface devant l'avocat Pierre de Chauveron, président d'un « comité directeur » d'une quinzaine de membres « où sont représentés le Conseil de l'Ordre et les éléments d'ori-

48. « Par l'organisation, le recrutement et l'action en avant vers l'insurrection nationale!! », circulaire [fin décembre 1943] (Villon. MRN).

49. Le comité directeur du Front national (Zone sud) réserve donc aux comités d'intellectuels le statut d'invité permanent accordé aux FUJP, alors qu'en Zone nord, le comité directeur du Front national n'admet aucune représentation ès qualités des groupements Front national d'intellectuels.

50. Post-scriptum au rapport de Georges Ternet, en date du 15 novembre 1943.

51. Sur la composition de ces comités, voir Gisèle Sapiro, *La Guerre des écrivains*, op. cit., pp. 528-547.

52. *L'Université Libre*, n° 86, en date du 1^{er} janvier 1944 (MRN).

gine réactionnaire du Palais »⁵³. Le FN des médecins emboîte le pas en décembre 1943 : Raymond Leibovici et Hector Descomps exceptés, les membres du comité de 1941-1942 se retirent devant un « comité directeur » de dix membres présidé par le Professeur Robert Debré⁵⁴.

Chaque mouvement catégoriel s'efforce désormais d'étendre une implantation territoriale autonome. C'est impératif pour le FN des médecins engagé dans la construction du Service de santé des FFI. C'est aussi d'actualité au FN des juristes : à partir de décembre 1943, Joë Nordmann multiplie les voyages en province pour « consolider le travail et organiser le FN »⁵⁵. En Zone sud, l'heure est à la différenciation corporative des « étoiles » en sections spécialisées et l'appareil technique tient une comptabilité géographique et corporative du flux d'adhésions, soit 2040 au 1^{er} novembre 1943. Évalués à plus de quatre cent, les enseignants sont alors en tête du classement catégoriel. Pourtant, ce n'est qu'en décembre 1943 que Jean Marcenac est chargé de former un Comité national des professeurs, mission accomplie en février 1944. Ce même mois, paraît *Lou Mestre d'Escolo*, organe provençal d'un Comité national des instituteurs à naître. Surprenantes lenteurs centrales si l'on considère qu'en 1941-1942 les enseignants fournissaient déjà l'essentiel des effectifs « intellectuels » organisés par les « régions » du PCF. Mais le paradoxe n'est qu'apparent car, dans une construction aragonienne centrée sur les écrivains et les professions libérales, ce trait a renforcé la position périphérique des enseignants, moins rattachés aux « étoiles » qu'affiliés au FN ou même à la CGT.

Au plan pratique, les comités d'intellectuels des deux zones ont théoriquement les mêmes mandats. Les plus anciens ont été posés dès l'automne 1940 par la « direction des intellectuels communistes » : apporter l'autorité morale des professions intellectuelles au renfort légitimant des actions de la Résistance. Aux impératifs hétérogènes forgés fin 1941-courant 1942 par les différents comités, se sont surimposées, au printemps 1943, des missions « action » portant toute mobilisation au soutien de la lutte armée. Depuis la fin 1943, la participation des intellectuels à la préparation de l'insurrection nationale est à l'ordre du jour dans les deux zones. Dans ce domaine, les comités nationaux d'Aragon font alors leurs premiers pas, loin derrière leurs homologues de la Zone nord. Début décembre 1943, Hubert Ruffe déplore encore que « seul le Comité National des Médecins a réalisé des choses concrètes »⁵⁶. À partir de la « guerre des maquis », allumée début février 1944, l'implication militaire des comités nationaux va crescendo : ce même mois, le Comité national des professeurs exhorte les étudiants menacés par le STO à rejoindre le front, pendant que *Les Étoiles* appellent à former des « comités sanitaires »

53. « Rapport de Cartier [Joë Nordmann] », en date du 1^{er} décembre 1943 (Villon. MRN).

54. Sur le passage de Robert Debré de l'OCM au Front national, voir Anne Simonin, « Le Comité Medical de la Résistance, un succès différé », *Le Mouvement Social*, n° 180, juill.-sept. 1997, pp. 159-191.

55. « Rapport de Cartier... », doc. cit.

56. Lettre d'Hubert Ruffe [5 déc. 1943], doc. cit.

d'aide aux maquis. Cette directive originale d'Aragon gagne la Zone nord où elle est diffusée dès le mois suivant par une note du Comité directeur du FN des médecins. S'ébauche ainsi, au plan « action », une harmonisation sans équivalent au plan « politique » : contrairement à leurs homologues de la Zone nord, freinés par des mandats FN opposés, les comités nationaux de la Zone sud s'estiment habilités à intervenir dans la préparation de l'après-Libération. D'octobre 1943 à février 1944, manifestes et motions affirment ainsi la volonté du Comité national des écrivains de « s'imposer comme le détenteur du monopole de la réglementation de la profession » écrit Gisèle Sapiro⁵⁷.

L'unité par défaut au sein du FN (printemps 1944)

À partir de mars 1944, de concert avec sa délégation en Zone sud, la « direction des intellectuels communistes » engage les comités d'intellectuels dans la construction d'une cohérence nationale. Ainsi, pendant que le Comité national des journalistes se signale en Zone nord⁵⁸, Robert Debré effectue-t-il au titre du FNU une première tournée en Zone sud que René Zazzo lui demande de prolonger par « une liaison avec le responsable du Comité des Universitaires de Lyon »⁵⁹. Peu après, Georges Cogniot relève dans un rapport sur la Zone sud qu'il n'y aura « pas de Comité National Ingénieurs et Techniciens pour ne pas gêner les Comités d'Industriels » de Pierre Le Brun et qu'il a été convenu « pour les arts : aiguillage sur les organisations de Zone nord, d'accord avec Paris »⁶⁰. L'interpénétration des références accompagne cet effort d'harmonisation. En mars 1944, *Les Lettres Françaises* absorbent *L'Écran Français* et *La Scène Française*, pourtant fidèles à leur bannière FN, mais qui n'ont pas pu recruter assez largement dans la profession. Le mois suivant, la Zone sud accueille *L'Université Libre* et *Le Palais Libre* comme organes des Comités nationaux de professeurs et de juristes. Rien n'annonce une extension du réseau des « étoiles » à la Zone nord, mais l'unification du mouvement des intellectuels est bien à l'ordre du jour :

Pour la première fois, possibilité de ces États-Généraux de l'Intelligence française demandés par Paul Vaillant-Couturier le 16/10/36. On pourrait aboutir à une Union Française des Intellectuels qui, formée à l'heure du péril national, sera chère à l'intelligence française comme la CGT l'est à la Classe Ouvrière⁶¹.

57. Gisèle Sapiro, *La Guerre des écrivains*, op. cit., p. 549.

58. Cf. « La Presse parisienne n'a qu'un seul Directeur : le Docteur Eich » [mars 1944], tract signé « Comité National des Journalistes » (Zone Nord) (MRN). Claude Morgan a en charge ce groupement dont les promesses officieuses se situent en décembre 1943.

59. « Rapport du FNU », en date du 15 mars 1944 (Villon. MRN)

60. « Rapport sur le travail chez les intellectuels de Zone sud – avril 1944 », doc. cit.

61. *Ibid.*

Moins d'un mois plus tard, pourtant, en lieu et place de cet avènement, les groupements d'intellectuels des deux zones adhèrent en bloc au FN. Le retour à une organisation corporative et ce nouveau report du projet d'une « Union Française des Intellectuels » s'inscrivent dans les accélérations qui affectent la Résistance depuis février 1944 : le surgissement d'un nouveau mouvement interzonal, le Mouvement de la Libération Nationale (MLN) et, au feu de la « guerre des maquis », la construction d'un axe MLN-FN qui force l'accord du CNR sur « le programme d'action de la Résistance ». La campagne de recrutement qu'a engagée le FN, début mars 1944, tourne, début avril 1944, à une refonte d'ensemble du mouvement : il s'agit de « donner de bas en haut, une véritable structure à la plus forte des organisations de la Résistance Française »⁶², laquelle se projette résolument dans l'au-delà de la clandestinité. Or, si le FN réaffirme là le primat de son organisation territoriale, les adhésions collectives sont à nouveau recommandées. C'est ce nouveau cours qui autorise le basculement d'ensemble des comités d'intellectuels. La « direction des intellectuels communistes » a pu constater qu'elle ne récoltait pas les bénéfiques escomptés du repli tactique de l'automne 1943 :

- le CNR boude les comités de la Zone sud et n'a accordé son habilitation qu'au seul Comité National judiciaire (février 1944) de Joë Nordmann ;

- l'aporie est également sensible au niveau des Comités de libération : quelques ententes en Zone nord, tel le Comité de libération du Cinéma, et l'admission de rares « étoiles » dans les Comités de libération de la Zone sud. Or, au moment où se ferme la perspective d'une unification au sein du CNR, le mouvement des intellectuels ne peut ignorer ni la bipolarisation MLN-FN ni la réouverture de la perspective du mouvement unique de résistance. En effet, depuis avril 1944, le FN n'écarte plus l'hypothèse de la fusion proposée par le MLN en un « Front de la Libération Nationale » : embryon d'un grand parti « démocratique » selon Pascal Copeau, ébauche d'une union « patriotique et civique » sous l'égide du CNR, pour Pierre Villon. Dans ces conditions, préserver les possibles d'une « Union française des intellectuels » passe par l'adhésion à un FN dont l'évolution en nébuleuse pourrait normer le futur de l'organisation unique. Courant mai 1944, les comités d'intellectuels sont donc l'objet d'une double transformation de statut : affiliation au FN des comités nationaux de la Zone sud, parfois assortie d'une fusion des doublons catégoriels. Paul Vienney porte les premières adhésions (professeurs et juristes) au comité directeur du FN (Zone sud), le 9 mai 1944. À la séance du 30 mai 1944, « Sigiers [Pierre Seghers] rend compte que tous les groupes constitués par les Intellectuels ont donné leur adhésion au FN »⁶³. Pour autant, l'harmonisation FN n'est guère revendiquée par le Comité national des journalistes et chez les juristes, les instituteurs et les

62. « Pour le troisième anniversaire du Front National, nous serons un million », [début avril 1944], circulaire du CD du Front national (Duclos. MHV).

63. « Rapport sur le Front national Zone sud », rédigé par Georges Marrane, en date du 6 juin 1944 (MRN).

professeurs, elle n'est pas prolongée par une fusion Zone nord-Zone sud. Interrompue par le débarquement allié du 6 juin 1944, cette recomposition ne passe finalement pas le stade d'opérations de sommet. C'est net en Zone sud où le manifeste que rédige Aragon, début juillet 1944, s'inscrit dans le cadre 'Front national' mais arbore les signatures des six grands comités nationaux sans référence aucune au FN⁶⁴. C'est d'ailleurs dans la posture de « chef » de mouvement qu'Aragon informe Hubert Ruffe de sa décision de décentraliser le « triangle de direction » des intellectuels à l'échelon des « étoiles » régionales⁶⁵.

Épilogue (automne 1944-mai 1945)

Début septembre 1944 est prononcée la dissolution des FTP dans les FFI, suivie d'un appel du FN à préparer des « États Généraux de la Renaissance Française » dans lesquels il pourrait bien se fondre. La situation semble donc favorable au projet de mouvement « patriotique et civique » de Pierre Villon comme aux plans aragoniens d'une « Union française des intellectuels ». Cette conjonction est consacrée à la direction du PCF, le 5 octobre 1944, par la création, sous l'autorité de Pierre Villon et de Georges Cogniot, d'une « Direction Nationale des Intellectuels communistes » où Aragon représente les « Belles-lettres » mais où l'Université ne dispose d'aucun siège. Fâcheux oubli pour le FNU si l'on considère que ce collectif doit assurer « la préparation des États Généraux de l'Intelligence Française et la constitution d'une Fédération générale des Intellectuels Français en partant des organisations qui existent déjà sous la forme du Front National »⁶⁶. Début février 1945, le congrès du Front national légal entérine ce cap en adoptant les plans, exposés par Pierre Maucherat, d'une Union Nationale des Intellectuels totalement émancipée du Front national, ce que confirment symboliquement, au printemps 1945, la promotion des *Étoiles* comme organe de cette Union Nationale des Intellectuels et l'élection de Georges Duhamel à la présidence du mouvement. ■

64. Cf. « Se Battre! » [juill. 1944], trac imprimé (MRN).

65. Cf. Lettre de Gérard [Aragon] à Laurent [Hubert Ruffe], en date du 15 juillet 1944. (Duclos. MHV)

66. Procès-verbal du Bureau politique du PCF du 5 octobre 1944 (Arch. PCF).